



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA**

Troisième trimestre 2011



# BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA  
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)  
Tél. : +221 33 839 05 00  
Télécopie : +221 33 823 93 35  
Télex : BCEAO 21833 SG /  
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG  
Site internet : <http://www.bceao.int>

**Directeur de Publication**

Sogué DIARISSO

*Directeur de la Recherche  
et de la Statistique*

*Email : [courriers.drs@bceao.int](mailto:courriers.drs@bceao.int)*

**Impression :**

Imprimerie de la BCEAO

BP : 3108 - DAKAR



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Département des Etudes Economiques et de la Monnaie**

Direction de la Recherche et de la Statistique

Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA <sup>(\*)</sup>

---

**TROISIEME TRIMESTRE 2011**

*(\*)Publiée deux mois après la fin du trimestre revue.*



## Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
PRINCIPAUX MESSAGES.....	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
1.1 – Activité économique dans le monde .....	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services.....	6
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires.....	6
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières.....	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux.....	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises.....	8
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux.....	9
II - CONJONCTURE INTERNE.....	10
2.1 – Secteur réel.....	10
2.1.1 - Activité économique.....	10
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité.....	13
2.2 – Finances Publiques.....	17
2.3 – Secteur extérieur.....	18
2.4 – Secteur monétaire et financier.....	18
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union.....	18
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union.....	19
2.4.3 - Evolution du marché monétaire.....	21
2.4.4 - Evolution du marché financier.....	23
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires.....	24
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	24
3.1 – Principales hypothèses.....	24
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité.....	25
ANNEXES.....	27

## **AVANT-PROPOS**

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

## PRINCIPAUX MESSAGES

La **conjoncture économique internationale** au troisième trimestre 2011 est marquée par une évolution contrastée de l'activité économique dans les pays développés. Celle-ci demeure soutenue dans les économies émergentes, en dépit des risques inflationnistes.

La **conjoncture économique dans l'Union** a connu une évolution favorable, au troisième trimestre 2011, selon l'indicateur synthétique de conjoncture. Cette orientation est imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs industriels, du commerce et des services marchands.

L'**indice de la production industrielle** enregistre une hausse de 4,8% en glissement annuel au troisième trimestre 2011 et s'est accru de 1,1% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année.

L'**indice du chiffre d'affaires** a progressé de 8,1%, en glissement annuel, au cours de la période sous revue et augmente de 5,9% sur les neuf premiers mois de l'année 2011.

L'évolution du niveau général des **prix à la consommation dans l'UEMOA** est marquée par une légère décélération de la hausse des prix au troisième trimestre 2011. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,9% à fin juin 2011 à 3,6% à fin juillet 2011, 3,5% à fin août 2011, avant de remonter à 3,8% à fin septembre 2011. La progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, l'inflation se situe à 4,1%.

La **position concurrentielle de l'Union**, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, une perte de compétitivité de 2,1% au troisième trimestre 2011 en liaison avec les tensions inflationnistes dans l'Union et l'appréciation de l'euro. Sur les neuf premiers mois de l'année 2011, la position concurrentielle de l'union s'est dégradée de 0,5%.

Au plan de la **politique monétaire**, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Une baisse des taux a été relevée sur le marché monétaire tandis qu'une augmentation est observée sur le marché interbancaire.

Les **conditions de banque** ont été marquées par une hausse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au troisième trimestre 2011. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,59% au troisième trimestre 2011 contre 8,33% au trimestre précédent.

**En perspective**, la décélération de l'inflation devrait se poursuivre, puisque le taux d'inflation en moyenne se situerait à 2,8% au quatrième trimestre 2011 contre 3,6% au troisième trimestre 2011. La décélération de l'inflation traduirait essentiellement des effets de base. En effet, l'évolution des prix au quatrième trimestre 2010 avait été affectée par le début de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire. Pour l'année 2011, le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,8% se situant entre 3,7% projeté dans le scénario optimiste et 3,9% prévu dans le scénario pessimiste.

## I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 – Activité économique dans le monde

Poursuite des tensions inflationnistes et incertitudes sur la dette souveraine des pays développés.

La conjoncture économique internationale au troisième trimestre 2011 est caractérisée par une évolution contrastée de l'activité dans la plupart des pays développés. Les marchés boursiers y ont connu des évolutions erratiques du fait d'une part, du débat sur le risque de défaut de paiement des Etats-Unis, et qui s'est traduit pour ce pays par la dégradation de sa note par l'agence de notation *Standard & Poor's* en août 2011, et d'autre part, de l'image d'une division donnée aux marchés par l'Union économique et monétaire (UEM), face à la question grecque. L'activité économique demeure soutenue dans les économies émergentes, en dépit des risques inflationnistes.

Accélération de la croissance économique aux Etats-Unis.

**Aux Etats-Unis**, après un taux de 0,4% au premier trimestre 2011 et 1,3% au deuxième trimestre 2011, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel trimestriel connaît, selon le Département américain au Commerce, en glissement annuel, une progression de 2,5% au troisième trimestre 2011. Cette accélération de la croissance reflète notamment celle des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement privé hors logement. La consommation a progressé de 2,4% au troisième trimestre, contre 0,7% au trimestre précédent. L'investissement privé, hors logement, a progressé de 16,3%, tiré par les dépenses des entreprises en immobilisations productives.

Croissance molle dans la Zone euro.

Dans la **Zone euro**, les tensions sur la dette des pays pèsent de plus en plus sur l'activité et contraignent à plus d'austérité. Celles-ci conduisent à des hausses des taux d'intérêt dans certains pays et à des pressions sur les marchés interbancaires, ce qui pèsera sur le financement bancaire des entreprises. Aussi, la reprise économique dans la zone resterait très molle et serait néanmoins soutenue par la résistance et la vigueur des économies de certains pays, notamment celle de l'Allemagne. L'investissement des entreprises ne se redresserait que modérément du fait de tensions sur le financement et de perspectives de débouchés incertaines. Quant aux exportations, elles ralentiraient dans le sillage du commerce mondial.

Au **Royaume-Uni**, le produit intérieur brut a progressé de 0,5% au troisième trimestre 2011, contre 0,6% au trimestre précédent. Cette hausse est surtout tirée par le rebond de l'activité industrielle.

Au Japon, reprise timide de l'activité après la catastrophe nucléaire.

**Au Japon**, la reconstruction de la capacité de production et des chaînes d'approvisionnement s'est faite bien plus rapidement que prévu. En outre, la mise en place d'un programme de gestion de l'énergie afin d'éviter les pénuries d'électricité a permis à la production industrielle de retrouver les niveaux antérieurs au séisme. La reprise s'appuie essentiellement sur les dépenses publiques, en liaison avec l'effort de reconstruction, ainsi que sur les exportations. Dans ce contexte, le climat des affaires a enregistré une nette amélioration au troisième trimestre 2011. Les estimations tablent sur une hausse du PIB d'environ 1 % au troisième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent.

En **Chine**, le risque de surchauffe semble s'éloigner. En effet, l'économie a connu un ralentissement au troisième trimestre 2011, selon le Bureau d'Etat des statistiques. Le taux de croissance au cours de la

période sous revue se situe à 9,1% contre 9,5% au deuxième trimestre et 9,7% au premier trimestre. Dans l'immobilier, la hausse des prix semble aussi ralentir. La valeur ajoutée de la production industrielle a augmenté de 13,8% en base annuelle, tout comme les investissements en actifs immobilisés qui ont cru de 24,9% en base annuelle durant les trois premiers trimestres.

## 1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

### 1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Hausse du taux d'inflation dans la Zone euro au troisième trimestre 2011.

Le taux d'inflation s'est globalement inscrit en hausse dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA au troisième trimestre 2011. Dans la Zone euro, il est ressorti à 3,0% à fin septembre 2011 contre 2,7% à fin juin 2011. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des combustibles liquides (23,9%), du gaz (8,4%) et de l'électricité (7,7%), atténuée par la baisse des prix des télécommunications et des équipements informatiques. Aux Etats-Unis, la tendance haussière des prix à la consommation s'est poursuivie, le taux d'inflation en glissement annuel passant de 3,6% à fin juin 2011 à 3,8% à fin septembre 2011.

Dans les pays environnants de l'Union, une quasi-stabilité de l'inflation a été observée au Nigeria, avec une hausse en glissement annuel des prix de 10,3% à fin septembre 2011 contre une augmentation de 10,2% à fin juin 2011. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti en baisse, passant de 8,6% à fin juin 2011 à 8,4% à fin septembre 2011.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2009	2010	sept- 10	juin -11	juil-11	août-11	sept-11
Zone euro	0,3	1,6	1,8	2,7	2,5	2,5	3,0
Etats-Unis	-0,3	1,6	1,1	3,6	3,6	3,8	3,9
Japon	-1,4	-0,7	-0,6	0,2	0,2	0,2	nd
Ghana	19,3	10,8	9,4	8,6	8,4	8,4	8,4
Nigeria	12,4	12,4	13,6	10,2	9,4	9,3	10,3
UEMOA	0,4	1,4	1,3	3,9	3,6	3,5	3,8

Sources : FMI, INS, BCEAO

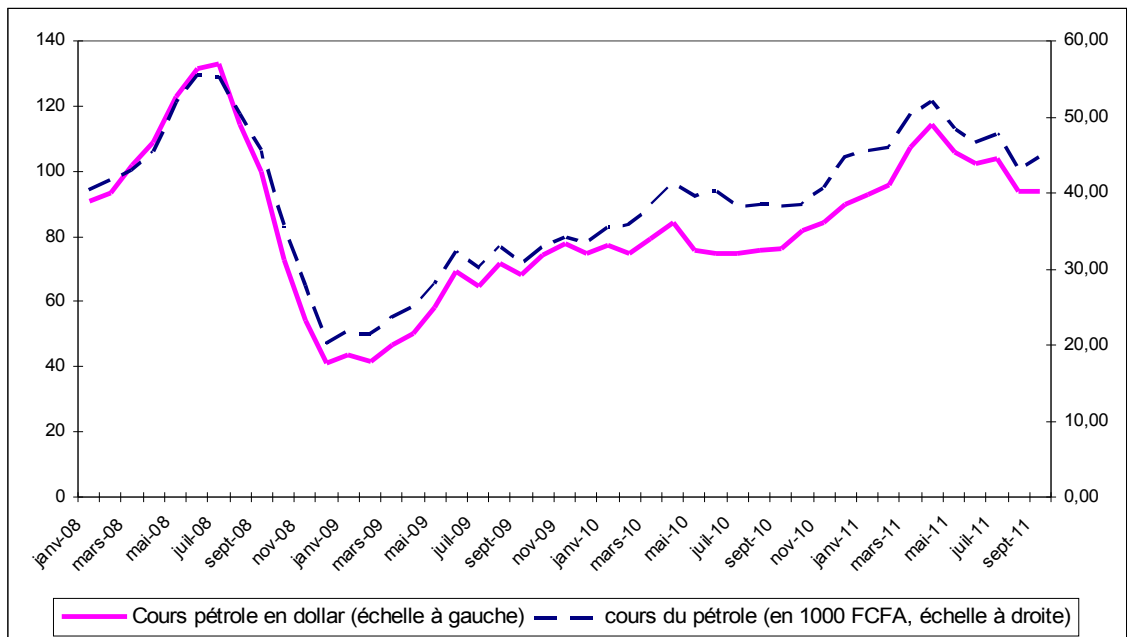
### 1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut au troisième trimestre 2011

En rapport avec les craintes d'un ralentissement de la croissance économique mondiale, les cours du pétrole brut exprimés en dollars sont ressortis en baisse au troisième trimestre 2011. En effet, les cours se sont établis à 97,2 dollars au troisième trimestre 2011 contre 107,5 dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 9,6%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont baissé de 7,8% au troisième trimestre 2011.



Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



Repli des cours  
mondiaux des denrées  
alimentaires au  
troisième trimestre 2011

Par ailleurs, une orientation à la baisse des cours internationaux des produits alimentaires a été observée au troisième trimestre 2011. Les cours mondiaux des denrées alimentaires ont enregistré un repli de 3,9% au troisième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent, sous l'influence des cours du blé, tandis que ceux du riz et du sucre se sont accrus respectivement de 14,7% et 9,7% au troisième trimestre 2011.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



La baisse des cours du blé amorcée en juin 2011, est liée aux bonnes perspectives de récoltes, à la faveur de meilleures conditions météorologiques en Europe et de la levée de l'interdiction des exportations russes. Selon la FAO<sup>1</sup>, la production mondiale de blé devrait atteindre 682,5 millions de tonnes pour la campagne 2011/2012 contre une production de 652,4 millions de tonnes au cours de la campagne précédente.

La tendance haussière des prix internationaux du riz est imputable à la baisse attendue de la production de riz à la suite des inondations dans les pays d'Asie, notamment en Thaïlande et au Cambodge.

Baisse des cours du coton.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union se sont inscrits en baisse au troisième trimestre 2011. Par rapport au trimestre précédent, les cours du coton, du café, du caoutchouc et du cacao ont baissé respectivement de 28,1%, 6,7%, 1,2% et 0,6% au troisième trimestre 2011.

Après avoir atteint des niveaux records au premier trimestre 2011, les cours du coton se sont inscrits en baisse aux deuxième et troisième trimestre 2011, en rapport avec l'augmentation de la production (notamment aux Etats-Unis). La diminution des cours du café et du cacao résulte essentiellement de la reprise des exportations de la Côte d'Ivoire, à la faveur du dénouement en avril 2011 de la crise post-électorale et des perspectives de bonnes récoltes dans ce pays.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA au troisième trimestre 2011								
		3 T 2010	4 T 2010	1 T 2011	2 T 2011	3 T 2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	81,9	89,2	108,1	118,4	110,4	-6,7	34,8
Cours du cacao	OICC en cents par livre	138,7	134,5	151,5	139,1	138,3	-0,6	-0,3
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	97,0	150,3	207,1	180,2	129,6	-28,1	33,7
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	249,4	320,8	394,2	333,3	329,4	-1,2	32,1

Sources : Reuters, BCEAO

### 1.3 – Marchés financiers mondiaux

Dépréciation de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis, à la livre sterling et au yen japonais.

#### 1.3.1 - Taux de change des principales devises

Au troisième trimestre 2011, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au trimestre précédent vis-à-vis du yen japonais (-10,7%), du dollar des Etats-Unis (-6,6%) et de la livre sterling (-4,0%).

**Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises**

	Cours au 31/09/2011	Cours au 30/06/2011	Cours au 30/09/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010
EURO en DOLLAR US	1,3503	1,4453	1,3648	-6,6	-1,1	1,1	-6,7
EURO en LIVRE STERLING	0,8667	0,9025	0,8599	-4,0	0,8	0,7	-3,1
EURO en YEN japonais	103,79	116,25	113,68	-10,7	-8,7	-4,5	-18,4

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours au 31/09/2011 comparé au 31/12/2010

La baisse de la valeur de la monnaie européenne vis-à-vis de la plupart des principales devises est liée aux tensions sur les marchés de la dette souveraine de la Zone euro, conjuguées aux anticipations de baisse des taux directeurs par la BCE.

### 1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Baisse des indices boursiers sur les places américaines, européennes et asiatiques au cours du trimestre sous revue.

Les indices boursiers ont chuté au cours du trimestre sous revue, en liaison avec la crise de la dette dans la Zone euro, les inquiétudes du marché sur l'insuffisance des mesures prises par les autorités américaines pour juguler le déficit budgétaire et les craintes d'une surchauffe de l'économie chinoise. Une perte de confiance des marchés, ainsi qu'un haut niveau d'incertitude ont été observés et sont à l'origine des perturbations observées au cours de la période sous revue. Ces évolutions reflètent également l'importance de l'aversion au risque des marchés, ainsi que l'extrême volatilité des capitaux.

**Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs sur les marchés boursiers internationaux**

		Cours au 31/09/2011	Cours au 30/06/2011	Cours au 30/09/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010
S&P 500	USA	1 254,2	1 320,6	1 141,2	-5,0	9,9	-0,3	12,8
Dow Jones Industrial	USA	10 913,4	12 414,3	10 594,8	-12,1	3,0	-5,7	11,0
EuroStoxx 50	Zone euro	2 337,5	2 848,5	2 747,9	-17,9	-14,9	-16,3	-5,8
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 548,1	5 945,7	5 548,6	-6,7	0,0	-5,4	8,3
NIKKEI 225	Japon	8 844,0	9 816,1	9 369,4	-9,9	-5,6	-13,5	-3,0
HANG SENG	Hong Kong	18 791,8	22 398,1	22 358,2	-16,1	-16,0	-18,4	5,3
Nigeria Stock Exchange	Nigeria	25 089,5	26 400,8	23 050,6	-5,0	8,8	1,1	19,1

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours au 31/09/2011 comparé au 31/12/2010

Les principales places boursières américaines ont enregistré une baisse au cours du trimestre sous revue. Cette même tendance est constatée au niveau des places européennes, en rapport avec les craintes sur la gestion des crises budgétaires de certains Etats membres. L'indice EuroStoxx 50 a baissé de 17,9% au cours de la période sous revue.

Par ailleurs, les craintes d'une surchauffe de l'économie chinoise sont toujours présentes et ont fait baisser l'indice Hang Seng SSE de la bourse de Hong Kong de 16,1% sur la même période. Quant au Nikkei, il enregistre un recul de 9,9% au cours du troisième trimestre 2011.

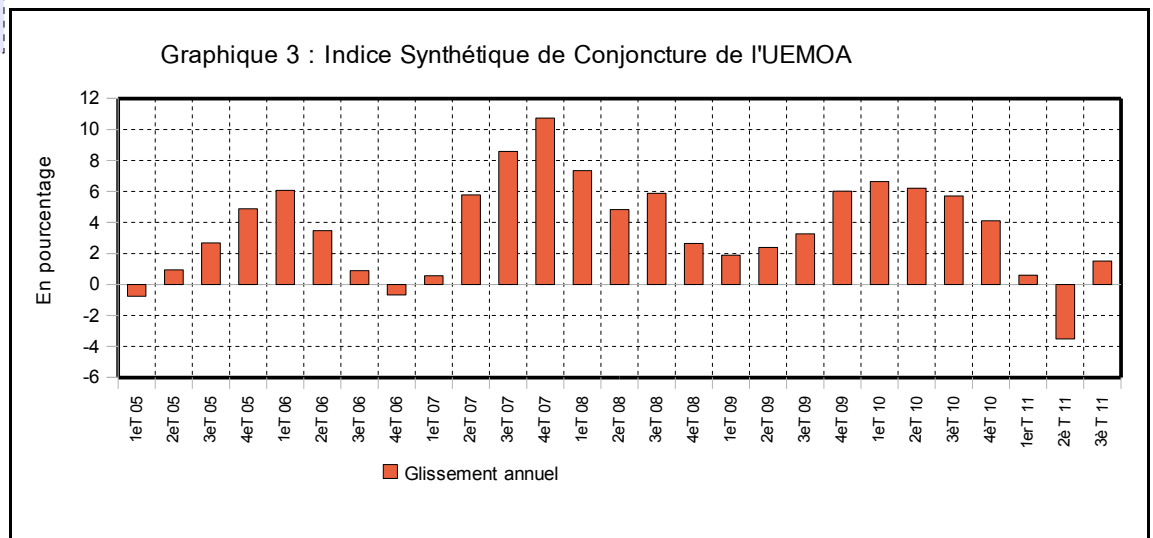
## II - CONJONCTURE INTERNE

### 2.1 – Secteur réel

#### 2.1.1 - Activité économique

Conjoncture économique favorable dans l'UEMOA au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), enregistre une hausse au troisième trimestre 2011. Cette performance est imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services marchands<sup>2</sup>.



#### a) Activité industrielle

Progression de la production industrielle au 3<sup>ème</sup> trimestre, due aux activités énergétiques et manufacturières.

Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque Centrale indiquent une progression de l'activité industrielle au troisième trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, l'indice de la production industrielle s'est inscrit, en glissement annuel, en hausse de 4,8% au troisième trimestre 2011, après la hausse de 0,9% enregistrée le trimestre précédent. Cette situation est essentiellement attribuable à la performance de l'activité dans la branche électricité, gaz et eau (+36,0%) et dans les unités manufacturières (+2,3%), atténuée par la baisse de production observée dans les industries extractives (-7,3%).

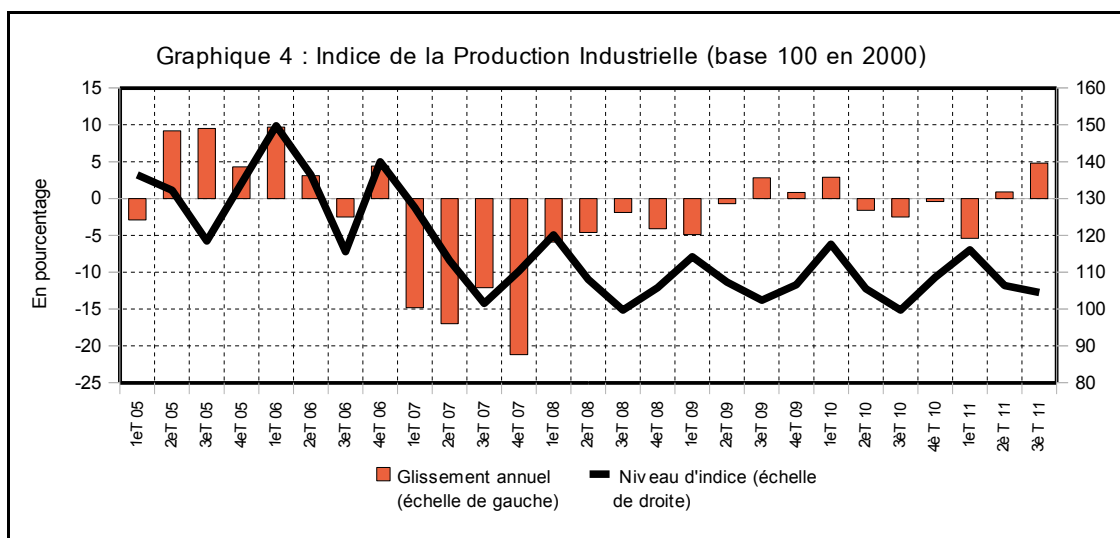
La progression de l'activité de la branche énergétique est liée à la hausse de la production d'électricité, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Le regain de dynamisme de l'industrie manufacturière est induit par la fabrication de produits chimiques, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger.

En revanche, la baisse du rythme d'activité des industries extractives est liée au reflux des activités d'extraction de pétrole brut et de gaz naturel en Côte d'Ivoire (-7,3%) et d'or au Mali (-13,5%).

Au troisième trimestre 2011, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a progressé de

<sup>2</sup> Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.



14,0% au Burkina, 11,2% au Sénégal, 10,7% en Guinée-Bissau, 6,6% en Côte d'Ivoire, 4,4% au Niger et 2,0% au Mali. En revanche, l'indicateur a baissé de 6,8% au Togo.

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2ème T 2011	3ème T 2011(*)	3ème T 2010	2ème T 2011	3ème T 2011	2010	2011(**)
Bénin	-7,5	-33,6	-3,0	18,7	-21,7	-1,7	6,9
Burkina	-55,5	-8,5	11,0	3,6	14,0	2,4	7,1
Côte d'Ivoire	-0,1	12,3	-5,0	-7,8	6,6	-5,7	-2,4
Guinée-Bissau	9,6	18,5	-4,8	20,7	10,7	3,9	26,7
Mali	-34,2	-22,0	-16,2	5,8	2,0	2,4	-4,8
Niger	29,6	-3,1	25,4	5,1	4,4	36,1	-2,2
Sénégal	2,6	-8,6	-3,5	9,4	11,2	-0,8	10,0
Togo	9,3	-15,5	12,2	31,2	-6,8	10,4	8,3
UEMOA	-11,7	-1,8	-2,5	0,9	4,8	-0,7	1,1

Source : BCEAO

(\*) Estimations

\*\* moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

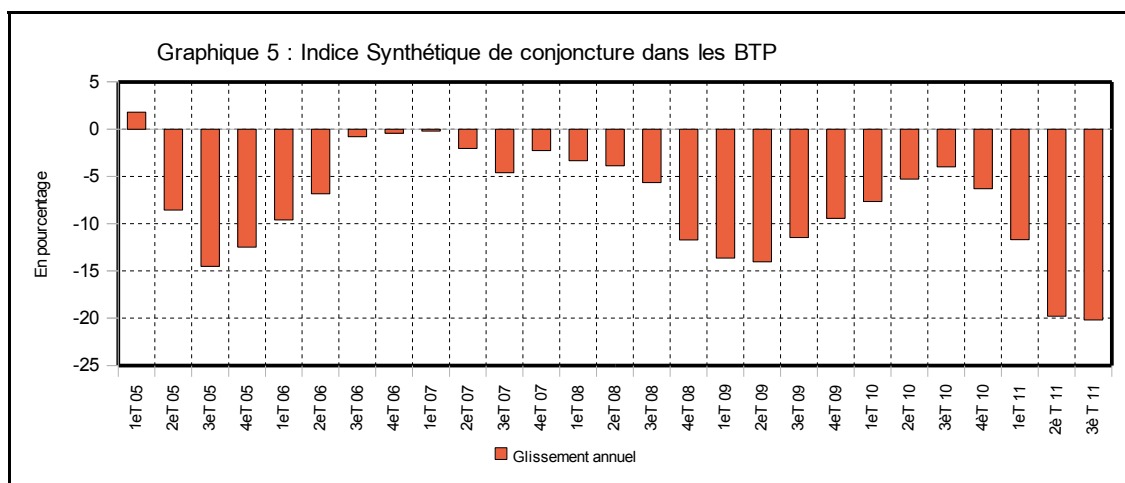
En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2011, la production industrielle enregistrerait, selon les estimations, une hausse de 1,1%, après la baisse de 0,7% en 2010.

b) Bâtiments et travaux publics

Baisse de l'activité dans les BTP dans l'Union au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011.

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est poursuivie au troisième trimestre 2011. Cette situation est en rapport avec le repli observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.

L'activité dans les BTP demeure morose au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité des BTP est enregistrée au Burkina et au Sénégal. En revanche, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger.



c) Activité commerciale

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

L'activité dans le secteur tertiaire, appréciée à travers l'évolution de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, a enregistré une progression au troisième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. L'indice du chiffre d'affaires s'est orienté, en glissement annuel, en hausse de 8,1% au troisième trimestre 2011 contre un repli de 0,6% enregistré un trimestre plus tôt. Cette évolution résulte de la hausse des ventes notamment des denrées alimentaires, des automobiles, des produits pharmaceutiques et cosmétiques, ainsi que de celle des produits pétroliers.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2ème T 2011	3ème T 2011(*)	3ème T 2010	2ème T 2011	3ème T 2011	2010	2011 (**)
Bénin	-9,4	7,7	-6,9	-23,3	-10,6	-3,2	-15,2
Burkina	-5,8	12,2	2,6	25,5	46,9	16,1	44,0
Côte d'Ivoire (*)	-5,5	25,9	6,9	-20,6	0,6	6,7	-10,3
Guinée-Bissau	24,2	-5,6	-6,4	49,2	54,7	-7,4	45,6
Mali	7,2	3,3	10,4	32,4	39,3	12,2	40,9
Niger	-8,4	4,4	23,7	11,0	12,3	9,9	19,6
Sénégal	5,6	-6,6	21,9	19,7	4,7	14,3	15,5
Togo	5,2	8,7	15,1	14,7	2,7	-1,3	12,2
UEMOA (*)	-0,9	11,3	10,7	-0,6	8,1	7,6	5,9

Source : BCEAO

(\*) Estimations

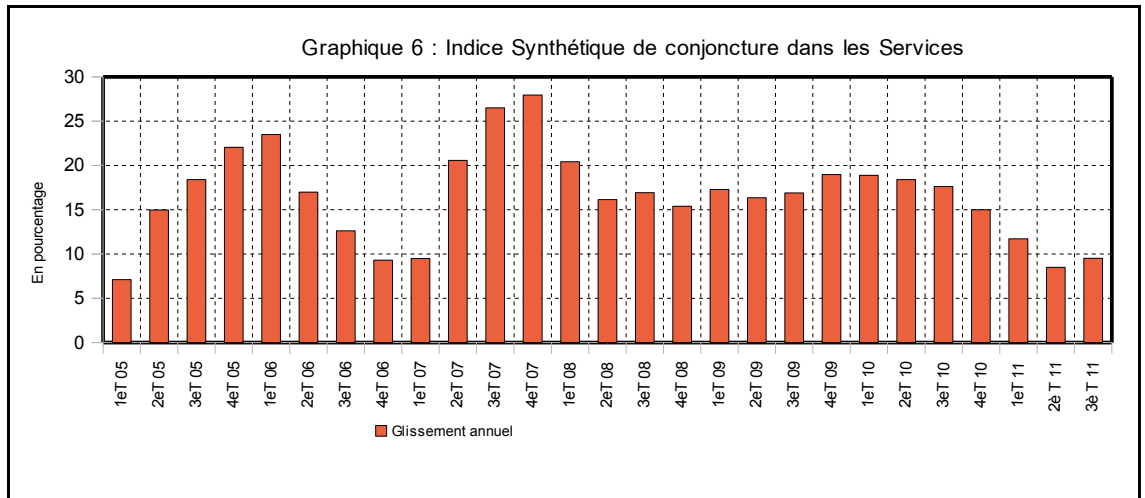
\*\* moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

Au troisième trimestre 2011, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+54,7%), au Burkina (+46,9%), au Mali (+39,3%), au Niger (+12,3%), au Sénégal (+4,7%), au Togo (+2,7%) et en Côte d'Ivoire (0,6%). En revanche, les chiffres d'affaires ont baissé au Bénin (-10,6%). En moyenne, sur les neuf premiers mois de l'année 2011, l'indicateur progresserait de 5,9%, après celle de 7,6% en 2010.

Rythme moins soutenu de la hausse du volume des prestations de service au cours du trimestre.

d) Services marchands

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au troisième trimestre 2011 à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est attribuable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



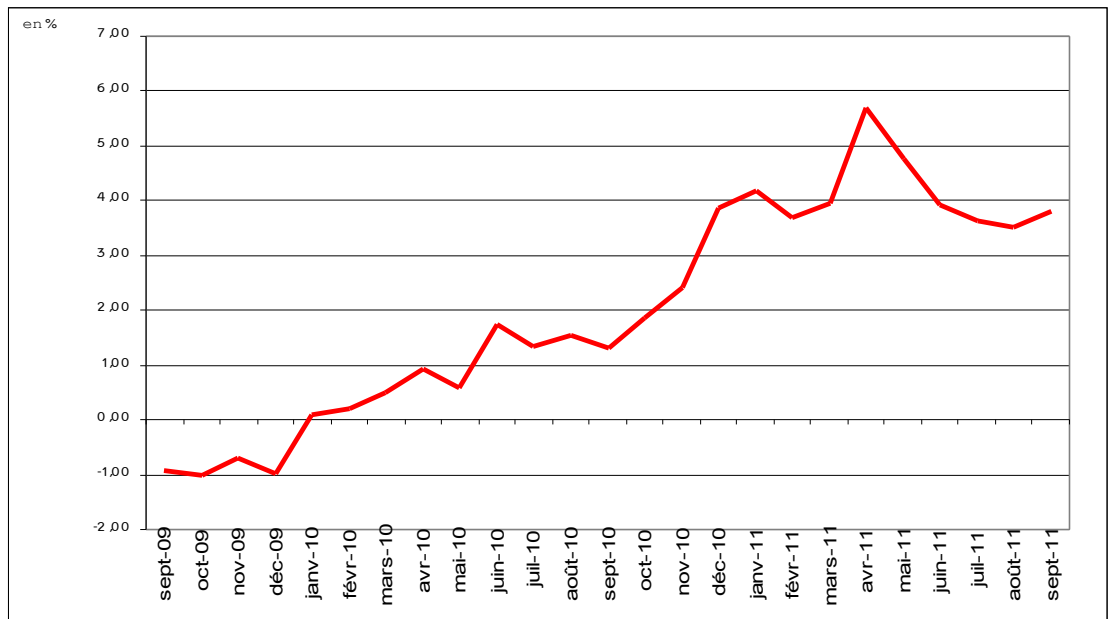
Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel, au Burkina, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands a baissé en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Elle est restée inchangée au Bénin.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

Décélération de la hausse des prix dans l'Union au troisième trimestre 2011.

Une légère décélération de la hausse des prix a été observée au troisième trimestre 2011. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,9% à fin juin 2011 à 3,6% à fin juillet 2011, 3,5% à fin août 2011, avant de remonter à 3,8% à fin septembre 2011. La progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La composante « Alimentation » avec une contribution de 1,8 point de pourcentage, demeure la principale source des tensions inflationnistes à fin septembre 2011. Les hausses des prix observées pour les produits alimentaires importés concernent principalement le riz, le lait, l'huile et le sucre. Pour les produits alimentaires locaux, les prix des céréales, du poisson et des tubercules se sont accrus en rythme annuel à fin septembre 2011.

La composante « Alimentation » constitue la première source de hausse des prix dans l'Union au troisième trimestre 2011.

La rubrique « Restaurants et Hôtels » a contribué à hauteur de 0,7 point de pourcentage à la hausse des prix à fin septembre 2011, en relation avec le renchérissement des services de restauration, notamment en Côte d'Ivoire, au Togo et au Burkina. Par ailleurs, les rubriques « Logement » et « Transport » ont contribué respectivement à hauteur de 0,4 point et 0,3 point de pourcentage à l'inflation. L'évolution des composantes « Transport » et « Logement » est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers, induit par la remontée des cours du pétrole brut. En effet, l'augmentation en rythme annuel à fin septembre 2011 des prix du pétrole brut est de 23,2%. En tenant compte de l'impact de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la progression en glissement annuel à fin septembre 2011 des cours mondiaux du pétrole brut en FCFA est de 16,7%.

Fonctions	sept- 2010	juin- 2011	juil- 2011	août - 2011	sept - 2011
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,2	2,2	1,9	1,8	1,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Logement	0,1	0,4	0,3	0,4	0,4
Ameublement	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Communication	-0,5	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,2	0,6	0,7	0,7	0,7
Autres biens	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
<b>Ensemble</b>	<b>1,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>

Sources : BCEAO, INS

Les taux d'inflation les plus élevés sont observés en Côte d'Ivoire (4,7%), en Guinée-Bissau (4,5%), au Togo (4,3%) et au Burkina (4,0%). L'inflation en glissement annuel à fin septembre 2011 s'est située à 3,1% au Mali, 2,9% au Niger, 2,8% au Bénin et à 2,6% au Sénégal.

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est imputable à la fois aux prix des produits locaux et à ceux des biens importés. La progression des prix s'est située à 3,6% à fin septembre 2011 pour les biens produits localement, en liaison avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration.



Tableau 8: Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	sept- 2010	juin- 2011	juil- 2011	août - 2011	sept - 2011
Bénin	1,6	1,7	3,4	4,0	2,8
Burkina	-1,5	2,5	2,7	2,8	4,0
Côte d'Ivoire	1,7	4,6	4,5	4,6	4,7
Guinée-Bissau	3,4	7,2	6,7	4,4	4,5
Mali	0,7	2,6	2,6	1,8	3,1
Niger	0,5	2,3	2,4	3,2	2,9
Sénégal	3,0	4,3	3,2	2,7	2,6
Togo	-0,3	4,9	2,8	2,6	4,3
<b>UEMOA</b>	<b>1,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>

Sources : BCEAO, INS

La hausse des prix est ressortie à 4,4% pour les biens importés, en rapport essentiellement avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires importés (lait, huile, sucre, etc.).

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 2,6 points et 1,2 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin septembre 2011.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	sept-10	juin-11	juil-11	août-11	sept-11
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,7	1,6	3,7	3,4	3,5	3,6
	Produits importés	27,3	0,7	4,6	4,3	3,5	4,4
	<b>Inflation globale</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,7	1,1	2,7	2,4	2,5	2,6
	Produits importés	27,3	0,2	1,2	1,2	1,0	1,2

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique une progression des prix relativement plus importante des biens. La hausse des prix des biens s'est située à 4,6% à fin septembre 2011, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires.

La hausse en glissement annuel des prix des services s'est établie à 2,5% à fin septembre 2011 contre 2,0% à fin juin 2011. Cette évolution reste liée au renchérissement en rythme annuel des frais de restauration et des coûts des transports. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 1,0 point et 2,8 points de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2011.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	sept-10	juin-11	juil-11	août-11	sept-11
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	2,3	5,2	4,6	4,5	4,6
	Services	39,9	0,2	2,0	2,1	1,9	2,5
	<b>Inflation globale</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	1,3	3,1	2,8	2,8	2,8
	Services	39,9	0,0	0,8	0,8	0,7	1,0

Sources : BCEAO, INS.

Les prix des produits frais et des produits énergétiques, qui sont les plus volatils, ont enregistré des hausses respectives, en rythme annuel, de 3,4% et 5,9% à fin septembre 2011. Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il est passé de 3,3% à fin juin 2011 à 3,7% à fin septembre 2011.

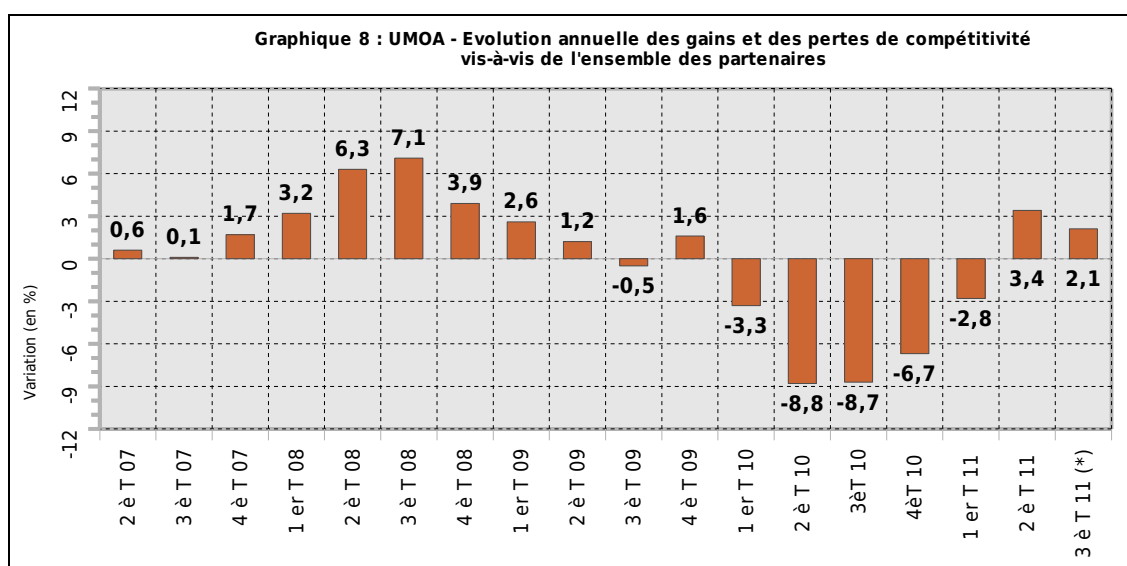
Tableau 11 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	mai-11	juin-11	juil-11	août-11	sept-11
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	9,5	8,6	4,1	3,6	3,4
	Energie	7,5	5,8	5,7	4,5	4,5	5,9
	Inflation sous-jacnte	75,9	3,4	3,3	3,3	3,2	3,7
	<b>Inflation globale</b>	<b>100</b>	<b>4,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	1,8	1,2	0,8	0,8	0,6
	Energie	7,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4
	Inflation sous-jacnte	75,9	2,5	2,4	2,5	2,4	2,8

Sources : BCEAO, INS.

Perte de compétitivité pour l'UEMOA au troisième trimestre 2011

En glissement annuel, les pays de l'Union enregistrent une perte de compétitivité au troisième trimestre 2011, dans la poursuite de la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2011. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une perte de compétitivité de 2,1% au troisième trimestre, après celle de 3,4% observée au trimestre précédent.

La perte de compétitivité enregistrée au cours du trimestre sous revue s'explique par une hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 3,0%, atténuée par le différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 0,9 point de pourcentage.



Source : BCEAO.

(\*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

La détérioration de la position concurrentielle est observée par rapport à tous les groupes de partenaires, à l'exception des pays environnants. En effet, une appréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des pays asiatiques (+4,8%), des Etats émergents (+3,8%), des pays africains de la Zone franc (+2,9%) et des pays industrialisés (+2,1%). En particulier, l'Union enregistre une détérioration de sa position concurrentielle de 1,0% à l'égard de la Zone euro. En revanche, un gain de compétitivité est constaté vis-à-vis des partenaires environnants (-0,8%).

Au troisième trimestre 2011, en glissement annuel, tous les pays de l'Union enregistrent une perte de compétitivité. Cette dernière atteindrait 3,5% en Guinée-Bissau, 2,5% en Côte d'Ivoire, 1,6% au Togo et au Bénin, 0,9% au Sénégal, 0,8% au Burkina, 0,6% au Mali et au Niger.

<b>Tableau 6: Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)</b>										
Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011 (*)	1er T 2011	2 ème T 2011	3 ème T 2011 (*)	1er T 2011	2 ème T 2011	3 ème T 2011 (*)	A fin juin 2011	A fin septembre 2011 (*)
Partenaires industrialisés	-1,7	1,6	1,0	1,2	-0,5	0,6	3,3	2,1	-17,4	-17,8
Pays de la Zone euro	-0,2	1,2	1,1	0,4	-0,2	1,6	2,2	1,0	-18,4	-18,6
Partenaires environnants	-15,3	-4,3	1,3	1,0	-3,7	-9,4	-1,6	-0,8	-54,4	-56,1
Pays asiatiques	-13,2	1,6	2,1	4,5	-4,1	-6,7	8,0	4,8	-24,4	-27,5
Pays UE25	-0,8	1,2	1,1	0,7	-0,3	1,2	2,4	1,3	-19,0	-19,2
Pays émergents	-14,2	0,8	0,9	4,6	-4,1	-7,3	7,1	3,8	-22,9	-26,0
Pays africains de la Zone franc	0,0	3,3	3,7	1,0	-0,9	4,3	4,1	2,9	3,2	2,4
Tous partenaires confondus	-6,9	0,5	1,1	1,9	-1,9	-2,9	3,4	2,1	-25,6	-27,0

Source : BCEAO

(\*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

## 2.2 – Finances Publiques

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées, à fin septembre 2011, à 3.809,2 milliards contre 4.113,3 milliards un an plus tôt, en liaison avec les baisses respectives de 6,8% et 16,3% des recettes fiscales et non fiscales. Cette évolution s'expliquerait par la forte diminution des recettes en Côte d'Ivoire qui se ressentiraient des effets de la crise post – électorale, comparativement à la même période de l'année précédente.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils ont enregistré une hausse de 3,7%, en passant de 5.003,4 milliards à fin septembre 2010 à 5.186,9 milliards à fin septembre 2011. Cette situation est en relation avec l'augmentation des dépenses courantes (+3,6%) et celle plus sensible des dépenses en capital (+14,2%).

Aggravation des déficits publics à fin septembre 2011

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin septembre 2011 est caractérisée globalement par une aggravation des déficits publics, en liaison avec le recul enregistré au niveau des recettes budgétaires conjugué à une hausse des dépenses publiques.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est chiffré à 1.377,7 milliards sur les neuf premiers mois de l'année 2011 contre 890,0 milliards sur la même période de l'année précédente.

## 2.3 – Secteur extérieur<sup>3</sup>

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est aggravé de 740,6 milliards par rapport au trimestre précédent, pour ressortir à 1.644,8 milliards. Cette évolution traduit une hausse sensible des importations (+1.126,2 milliards) plus importante que celle des exportations (+385,6 milliards).

Les exportations s'inscriraient en progression de 18,0%, passant de 2.144,8 milliards au deuxième trimestre 2011 à 2.530,4 milliards au troisième trimestre 2011. Cette situation serait imputable aux exportations d'or, du fait de la bonne tenue des cours sur le marché international, l'augmentation sensible des ventes de cacao, en liaison avec la normalisation des circuits de commercialisation agricoles en Côte d'Ivoire, ainsi que de la hausse des cours du caoutchouc, de l'uranium et de la noix de cajou.

Les importations enregistreraient une croissance de 36,9%, pour ressortir à 4.175,1 milliards au troisième trimestre 2011. Cette évolution est notamment en rapport avec la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits pétroliers et énergétiques, ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement, dans le cadre des réalisations d'infrastructures.

<sup>3</sup> Estimations pour l'ensemble des pays au troisième trimestre 2011. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional durant la période sous revue.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 60,6% à fin septembre 2011, en dégradation de 9,7 points de pourcentage en variation trimestrielle et de 7,6 points en glissement annuel.

## 2.4 – Secteur monétaire et financier

### 2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Hausse de la masse monétaire à fin août 2011 comparée à fin juin 2011.

La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin août 2011, comparée à fin juin 2011, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 1,5% pour se fixer à 12.874,5 milliards à fin août 2011 contre 12.683,0 milliards à fin juin 2011 et 11.276,3 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 2,9% à 4.962,8 milliards, de même que les dépôts à terme qui ont augmenté de 1,0%, pour s'établir à 4.412,0 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin août 2011, une progression de 0,6% par rapport à fin juin 2011, pour se situer à 5.775,3 milliards. Cette évolution est liée à une légère augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une progression sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 9.173,2 milliards à fin août 2011 contre 9.080,1 milliards à fin juin 2011, en hausse de 1,0%. Cette situation traduit une légère baisse des concours au secteur privé de 1,1% et un accroissement sensible des créances nettes aux Etats de 8,6%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 1,8% des crédits à moyen et long termes, atténuée par un repli de 3,0% des crédits à court terme.

### 2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

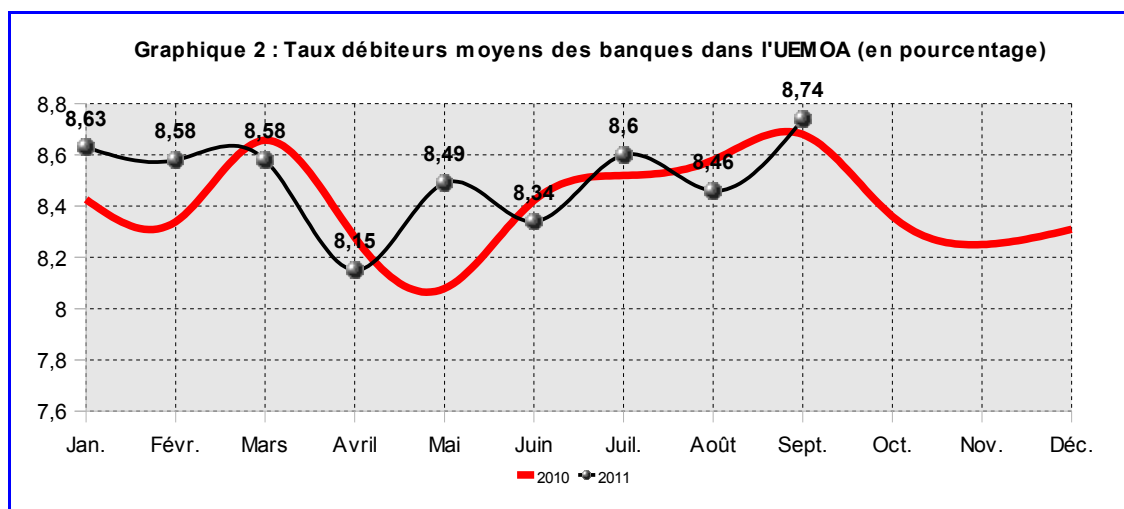
Hausse des taux débiteurs au troisième trimestre 2011.

Le troisième trimestre de l'année 2011 est marqué par une hausse des taux d'intérêt débiteurs et une augmentation nette du volume des crédits mis en place. Les résultats de l'enquête sur les conditions de banques<sup>4</sup> indiquent également une forte croissance des dépôts dans les banques.

En effet, le taux débiteur moyen, pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, est ressorti à 8,59% au troisième trimestre 2011 contre une moyenne de 8,33% au trimestre précédent, soit une hausse de 26 points de base. La hausse du taux moyen à l'échelle régionale reflète notamment le renchérissement des crédits au Sénégal (+68 points de base), au Burkina Faso (+37 points de base) et au Togo (+26 points de base).

Ce sont les entreprises, publiques et privées confondues, qui sont principalement concernées par cette augmentation des taux d'intérêt débiteurs. Pour les sociétés d'Etat, le coût moyen du crédit bancaire est passé de 6,85% au deuxième trimestre à 7,72% au troisième trimestre.

<sup>4</sup> Les données du mois de septembre 2011 sont provisoires.



Les entreprises privées du secteur productif ont payé un taux d'intérêt moyen de 7,89% au cours du troisième trimestre 2011, contre 7,86% le trimestre précédent. Par contre, la clientèle financière des banques, ainsi que les entreprises individuelles ont bénéficié d'une amélioration des conditions de banque au cours de ce troisième trimestre.

La hausse des taux d'intérêt d'un trimestre à l'autre a porté essentiellement sur les crédits d'équipement (9,68% contre 8,75%) et les crédits à la consommation (10,63% contre 10,32%). Les crédits d'habitation ont également vu leur coût s'accroître (8,95%), après la baisse nette enregistrée le trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen appliqué aux crédits de trésorerie est ressorti quasiment stable en passant de 7,92% à 7,95% entre le deuxième et le troisième trimestre 2011.

Hausse du volume des crédits mis en place par rapport au trimestre précédent.

En terme de volume, les crédits bancaires mis en place au cours du troisième trimestre sont ressortis en nette augmentation par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle est passée de 441,1 milliards au deuxième trimestre 2011 à 649,3 milliards au troisième trimestre, soit un accroissement de 208,2 milliards. L'augmentation des crédits bancaires est notée dans la plupart des pays, en particulier en Côte d'Ivoire. En effet, les banques installées en Côte d'Ivoire avaient accordé, en moyenne mensuelle, 55,9 milliards de crédits au cours du deuxième trimestre 2011. Cette moyenne est passée à 140,9 milliards au cours du troisième trimestre, toutefois en deçà des 180,1 milliards enregistrés à la même période de l'année 2010. Cette évolution reflète l'évolution favorable de l'activité bancaire, qui avait connu une interruption en Côte d'Ivoire entre février et avril 2011.

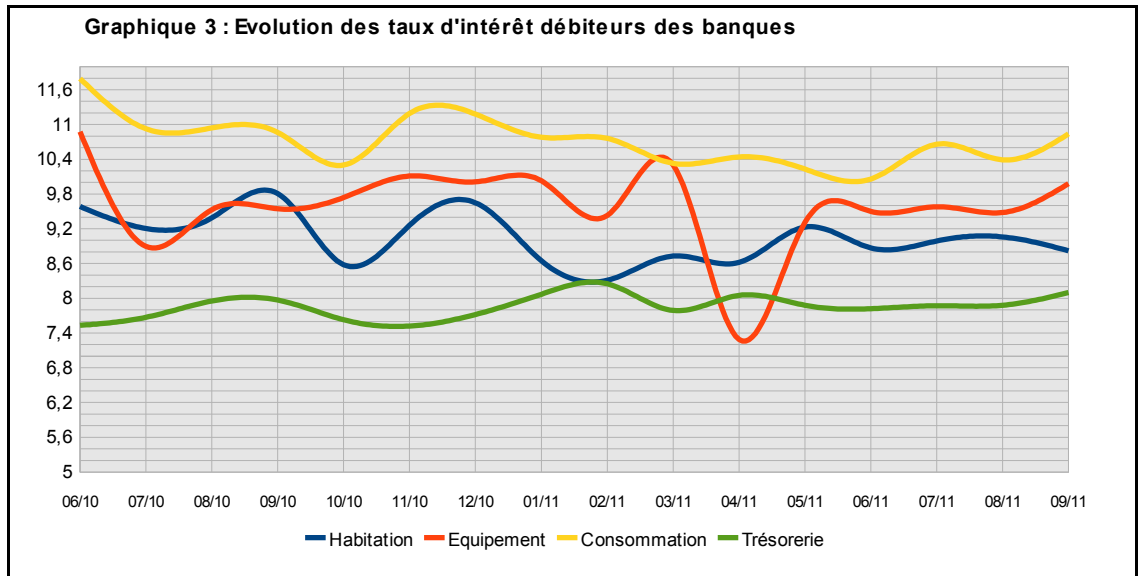
L'analyse des crédits bancaires selon l'objet du crédit indique que les facilités de trésorerie ont augmenté de 141,0 milliards d'un trimestre à l'autre, pour se situer à 414,3 milliards. Les crédits à la consommation et les crédits à l'habitation ont également enregistré des hausses relativement importantes, pour s'établir respectivement à 52,8 milliards et 8,5 milliards. Par contre, les crédits à l'exportation se sont inscrits en baisse d'environ 2,2 milliards, pour se situer à 1,3 milliard, en moyenne mensuelle, au cours du troisième trimestre.

Concernant les dépôts bancaires, les banques ont collecté plus de ressources au cours du troisième trimestre 2011, comparativement au deuxième trimestre de l'année. La moyenne mensuelle des dépôts enregistrés est ressortie à 545,5 milliards contre 321,0 milliards au deuxième trimestre. Cette augmentation a été observée principalement en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. En Côte d'Ivoire, le montant moyen des dépôts effectués par mois, est passé de 71,7 milliards au cours du deuxième trimestre à 187,1 milliards au troisième trimestre. Il ressort supérieur à son niveau enregistré au cours de la même période l'année 2010 (136,2 milliards).

L'augmentation des dépôts bancaires est attribuable principalement aux entreprises privées du secteur productif, à la clientèle financière des banques, ainsi qu'aux entreprises publiques. Les ressources déposées par les entreprises privées du secteur productif se sont élevées à 186,3 milliards, soit une hausse de 76,6% par rapport au trimestre précédent. Les ressources déposées par la clientèle financière se sont établies à 77,7 milliards, en moyenne mensuelle, soit une hausse de 175,7% par rapport au trimestre précédent, et celles des entreprises publiques à 90,0 milliards au troisième trimestre, soit un accroissement de 43,8%.

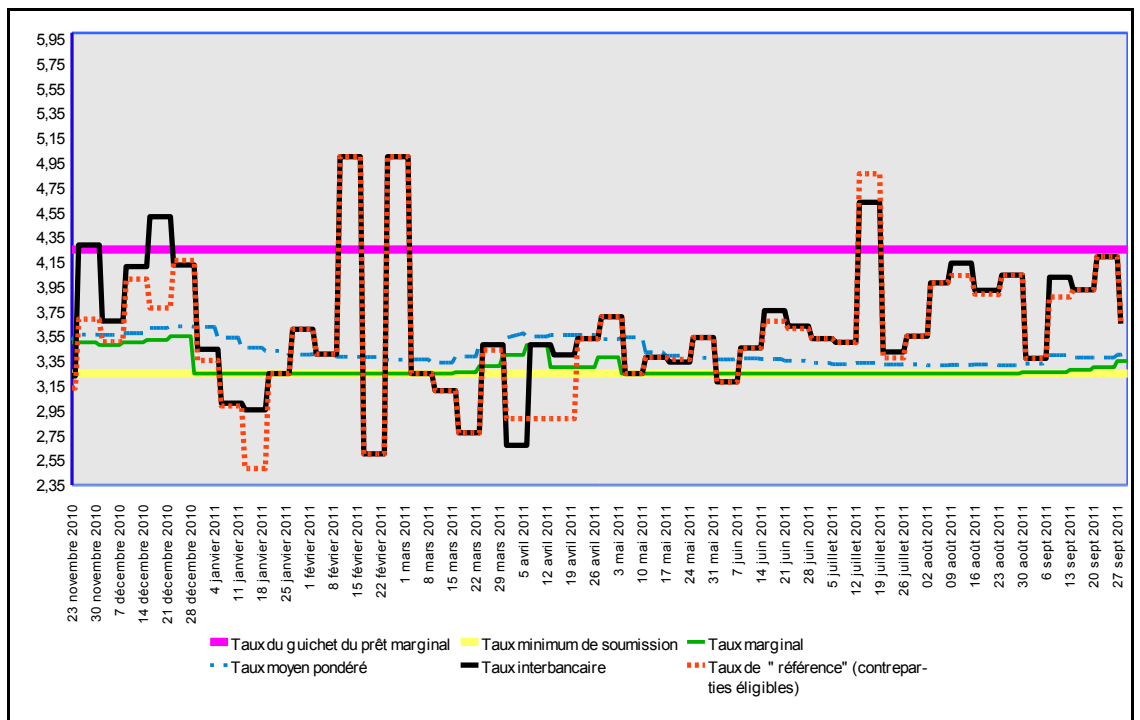
Le taux d'intérêt créditeur est ressorti stable d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués au cours de la période sous revue, s'est situé à 5,28% au cours des deux trimestres. Cette stabilité résulte d'une évolution contrastée par catégorie de client. Une baisse du taux de rémunération est relevée sur les dépôts des entreprises privées du secteur productif (- 29 points de base), ceux des entreprises d'assurance (- 4 points de base) et ceux des organismes assimilés à l'Etat (- 17 points de base). En revanche, les taux appliqués aux dépôts de la clientèle financière des banques et à ceux des entreprises individuelles ont augmenté respectivement de 38 et 15 points de base.

Ainsi, au troisième trimestre 2011, les placements les mieux rémunérés restent ceux effectués par la clientèle financière des banques, dont le taux d'intérêt est monté à 5,96% au troisième trimestre, ainsi que ceux des sociétés d'assurance et des caisses de retraite, dont le taux est ramené à 5,52%. A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles continuent d'être appliqués aux dépôts des particuliers (4,71%) et des entreprises individuelles (4,97%).



2.4.3 - Evolution du marché monétaire

Au cours du troisième trimestre 2011, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication ont été progressivement revus à la baisse, en tenant compte de la hausse de la trésorerie bancaire induite par les ressources extérieures mobilisées par certains établissements de crédit. Sur le marché à une semaine, le montant hebdomadaire mis en adjudication est passé de 275 milliards à la fin du deuxième trimestre 2011, à 250 milliards à la fin du troisième trimestre. Par contre, sur le guichet à un mois, le montant mensuel mis en adjudication a été porté de 200 milliards à la fin du deuxième trimestre à 225 milliards au cours du troisième trimestre.





Les opérations d'injection de liquidité ont continué de se dérouler dans les conditions habituelles, réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission demeuré inchangé à 3,25%. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est inscrit en baisse de 10 points de base, pour se situer à 3,34% au troisième trimestre 2011. Le taux moyen pondéré sur le guichet à un mois a également baissé en se situant à 3,41% au troisième trimestre contre 3,48% au trimestre précédent.

Le marché interbancaire a enregistré moins d'opérations comparativement au trimestre précédent. Le volume moyen hebdomadaire des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 56,7 milliards à 43,7 milliards d'un trimestre à l'autre. Cette baisse de dynamisme a concerné particulièrement le compartiment à une semaine sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations s'est replié de moitié, passant de 33,8 milliards au deuxième trimestre 2011 à 16,1 milliards au troisième trimestre.

Nonobstant la hausse de la liquidité bancaire, les taux d'intérêt sur le marché interbancaire se sont inscrits en hausse au troisième trimestre 2011. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, est passé de 3,92% au deuxième trimestre à 4,48% au troisième trimestre 2011, soit une augmentation de 56 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux interbancaire a atteint 3,86% au troisième trimestre 2011 contre une moyenne de 3,47% au cours du trimestre précédent. Il est demeuré toutefois à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal et le taux minimum de soumission.

Hausse des  
opérations au  
guichet du prêt  
marginal.

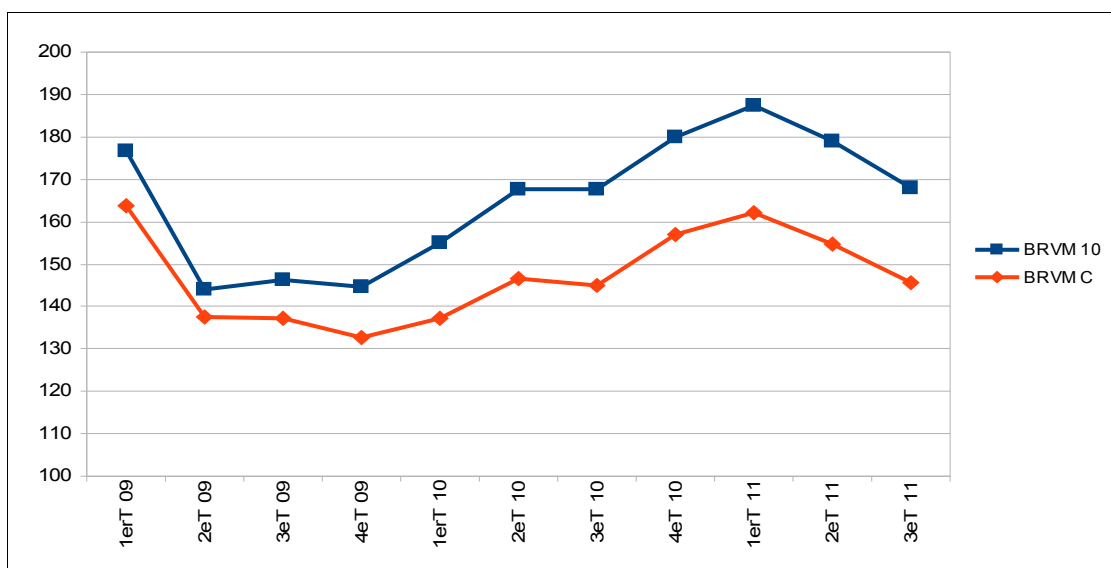
Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une hausse au cours du troisième trimestre, l'encours des prêts s'étant établi à 40,7 milliards, contre 33,0 milliards le trimestre précédent. Le marché des titres publics a été plus animé. Au cours du troisième trimestre 2011, les ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, sont évaluées à 551,9 milliards contre 499,1 milliards le trimestre précédent. Cette progression de la demande de liquidité des Etats est imprimée notamment par les besoins de la trésorerie publique en Côte d'Ivoire, en cours de sortie de crise.

#### 2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du troisième trimestre 2011, par une baisse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est déprécié de 6,2%, pour se fixer à 167,9 points contre 179,0 points au second trimestre 2011. Il avait atteint 167,7 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite s'est replié de 5,9% à 145,5 points contre 154,6 points au second trimestre 2011 et 144,9 points un an plus tôt.

Graphique 16 : Evolution trimestrielle de la BRVM



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.787,2 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.589,5 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 5,5%. Cette progression de la capitalisation boursière est due essentiellement à l'accroissement de 0,9% du marché des actions et de 39,3% du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une régression de 5,1% au troisième trimestre, liée à la baisse de 6,1% de la capitalisation du marché des actions, atténuée par la hausse de 0,6% de celle du marché obligataire.

#### 2.4.5 - Evolution des conditions monétaires<sup>5</sup>

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : baisse du taux d'intérêt atténuée par la hausse de l'indice du TCEN .

Au cours du trimestre sous revue, en glissement annuel, l'indice des conditions monétaires a diminué de 0,5%, rompant avec la hausse du trimestre précédent. Ce résultat est lié au repli de 1,1 point de pourcentage, du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour, atténué par la hausse de 3,0% de l'indice du taux de change effectif nominal.

La hausse du taux de change effectif nominal de l'Union au troisième trimestre 2011 est liée à l'appréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux au cours de la période sous revue.

<sup>5</sup> L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

### III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

#### 3.1 – Principales hypothèses

L'évolution de l'environnement international au cours de la période récente a été marquée par la crise de la dette souveraine dans la Zone euro et un ralentissement de la croissance économique en 2011. Les dernières prévisions du FMI de septembre 2011 tablent sur une croissance de l'activité mondiale de 4,0% en 2011 contre une prévision de 4,4% publiée en juin 2011 et une réalisation de 5,1% en 2010. Dans les pays développés, le taux de croissance de l'activité passerait de 3,1% en 2010 à 1,6% en 2011. En 2012, le taux de croissance mondiale est projeté à 4,0%.

En moyenne, les cours du pétrole brut (WTI) se sont établis à 96,3 dollars à fin septembre 2011, en hausse de 22,6% par rapport à la même période de 2010. Les prévisions d'inflation du scénario central reposent sur un cours du pétrole brut (WTI) de 97,6 dollars en 2011. Le cours moyen du baril de pétrole brut s'établirait à 100,5 dollars en 2012 et 101,9 dollars en 2013.

Plusieurs facteurs de risques entourent l'évolution des cours du pétrole brut. Il s'agit notamment de la volatilité des cours, induite notamment par la spéculation, les troubles dans les pays arabes, les incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale et les phénomènes climatiques. Compte tenu de ces incertitudes, un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole à 103 dollars en 2011, 110 dollars en 2012 et 115 dollars en 2013 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole à 95 dollars en 2011, 90 dollars en 2012 et 95 dollars en 2013, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en hausse à fin septembre 2011. L'indice des cours des produits alimentaires de Fonds Monétaire International (FMI) a enregistré une hausse en moyenne de 23,1% à fin septembre 2011, en rapport notamment avec les tensions sur les cours du blé (46,8%), du lait (19,0%), du sucre (17,3%) et du riz (3,1%). Les prévisions tablent sur une hausse des cours des produits alimentaires importés de 5,0% en 2012 et en 2013. Le scénario pessimiste prévoit une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2012 et 2013, tandis que le scénario optimiste table sur une stabilité des cours en 2012 et 2013.

L'euro s'est échangé contre 1,41 dollar en moyenne sur les neuf premiers mois de 2011. Les prévisions tablent sur un taux de change euro/dollar de 1,41 en 2011 et de 1,43 en 2012, ainsi qu'en 2013.

La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue à 2,6% en 2011 et à 2,0% en 2012 et 2013. Elle varierait dans un intervalle de 2,5% à 2,7% en 2011 et de 1,1% à 2,3% en 2012 et en 2013.

Au niveau interne, l'offre de céréales enregistrerait une baisse à l'issue de la campagne agricole 2011/2012. Selon le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la diminution de la production céréalière 2011/2012 dans l'Union se situerait entre 15% et 29%. La baisse serait sensible dans les pays sahéliens et en Guinée-Bissau. Cette situation devrait se traduire par des tensions sur les prix des céréales au cours des trois premiers trimestres de 2012.

Les projections d'inflation tablent sur une progression de la production céréalière de l'ordre de 10% au cours de la campagne agricole 2012/2013. Une progression de 15% est retenue pour tous les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger) et la Guinée-Bissau qui auront enregistré de fortes baisses de la production céréalière en 2011/2012 (effet de rattrapage). Pour les autres pays, une hausse tendancielle de 5% est retenue. Compte tenu des aléas climatiques, le scénario pessimiste table sur une baisse de 5% de la production céréalière 2012/2013 dans tous les pays et le scénario optimiste retient une progression de 20%.

### 3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

Le taux d'inflation en glissement annuel est estimé à 3,6% à fin octobre 2011 et s'établirait à 3,0% à fin novembre 2011 et 1,8% à fin décembre 2011. En moyenne sur le quatrième trimestre 2011, la progression des prix serait de 2,8% contre 3,6% au troisième 2011. La décélération de l'inflation au quatrième trimestre 2011 traduirait essentiellement des effets de base. En effet, l'évolution des prix au quatrième trimestre 2010 avait été affectée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,8% en 2011 contre une prévision de 3,7%<sup>6</sup> sur la base de données définitives à fin juin 2011. Le taux d'inflation en 2011 varierait entre 3,7% projeté dans le scénario optimiste et 3,9% prévu dans le scénario pessimiste. La hausse des prix en 2011 serait induite par le renchérissement des produits alimentaires importés (huile, lait, sucre, etc.) et des carburants, en rapport avec les tensions sur les cours internationaux. Par ailleurs, elle reflèterait la flambée des prix observée au premier semestre 2011 en Côte d'Ivoire pendant la crise post-électorale.

A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation est projeté à 2,2%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union<sup>7</sup>. Toutefois, la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 pourrait entraîner une hausse sensible des prix en 2012, notamment pendant la période de soudure. A cet égard, la maîtrise de l'inflation nécessite le renforcement de la fluidité des marchés viviers, notamment un accroissement des échanges intra-régionaux, la

6 L'écart entre les prévisions actuelles et celles effectuées sur la base des données définitives à fin juin 2011 est lié à la baisse d'au moins 15% attendue de la production céréalière dans l'Union contre une hausse de 5,0% projetée à fin juin 2011.

7 L'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union compris dans une marge de  $\pm$  un point de pourcentage (1%) autour de 2%, à un horizon de 24 mois.

lutte contre les comportements spéculatifs et l'utilisation des stocks nationaux de sécurité alimentaires. A moyen terme, la mise en œuvre des actions de relance de la production agricole, notamment celles identifiées au niveau communautaire en juin 2008, devrait être accélérée.

Tableau 12 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)												
		Année 2011		Année 2012				Année 2013			Moyenne	
		3ème T	4ème T	1er T	2ème T	3ème T	4ème T	1er T	2ème T	3ème T	2011	2012
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste		2,3	1,5	1,5	2,1	2,3	1,2	1,0	0,6	3,7	1,8
	Scénario central	3,6	2,8	2,2	2,1	3,2	2,9	2,4	2,2	2,2	3,8	2,6
	Scénario pessimiste		3,3	2,7	2,7	4,4	3,6	3,3	3,0	3,8	3,9	3,3

Source : BCEAO.

(\*) : Glissement annuel.

L'enquête menée sur les anticipations d'inflation en septembre 2011<sup>8</sup> indique que les chefs d'entreprises anticipent une stabilité ou une hausse modérée des coûts des produits ou des services qu'ils achètent, sur un horizon de 3 mois et de 12 mois. Dans le même sens, ils n'envisagent pas une évolution sensible de leurs prix de vente.

La majorité des chefs d'entreprises interrogés (71,7%) situent le taux d'inflation à l'horizon d'un an entre 1,0% et 3,0% en septembre 2011, contre 72,1% en juin 2011. Ce résultat traduit une relative stabilité de la proportion des chefs d'entreprises qui situent leurs attentes en matière d'inflation dans l'intervalle cible de la politique monétaire. Toutefois, 18,5% des chefs d'entreprises situent le taux d'inflation au dessus de 3%. La quantification de ces réponses conduit à un taux des attentes d'inflation (TAI) de 2,3%.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une détérioration de la position concurrentielle de l'Union de 0,5% est attendue en 2011. Elle s'expliquerait essentiellement par une hausse de l'indice de taux de change effectif nominal de 1,2%, dont les effets seraient atténués par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,7 point de pourcentage.

La perte de compétitivité serait observée à l'égard des pays africains de la Zone franc (+3,3%), des pays asiatiques (+1,6%), des pays industrialisés (+1,6%), des partenaires émergents (+0,8%) et de la Zone euro (1,2%). Par contre, un gain de compétitivité serait enregistré à l'égard des Etats environnants (-4,3%).

<sup>8</sup> L'enquête a couvert tous les pays de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire où le dispositif n'est pas encore opérationnelle.

Tableau 12 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)											
		Année 2011		Année 2012				Année 2013		Moyenne	
		3ème T	4ème T	1er T	2ème T	3ème T	4ème T	1er T	2ème T	2011	2012
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	3,3	1,9	0,9	0,7	1,7	2,0	1,2	1,0	3,5	1,3
	Scénario central	3,6	2,4	1,6	1,4	2,5	2,6	2,4	2,2	3,7	2,0
	Scénario pessimiste	3,9	2,9	2,1	1,9	3,3	3,3	3,2	3,1	3,9	2,7

Source : BCEAO.

(\*) : Glissement annuel.

A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation est projeté à 2,2% en glissement annuel et varierait entre 1,0% et 3,1%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. En outre, sur cet horizon de prévision, le taux d'inflation serait de 2,3%, en moyenne.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une détérioration de la position concurrentielle est attendue au troisième trimestre 2011. La perte de compétitivité serait de 2,1%. Celle-ci s'expliquerait essentiellement par une hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 3,0%, dont les effets seraient atténués par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage.

La perte de compétitivité serait observée à l'égard des pays asiatiques (+4,7%), des partenaires émergents (+3,7%), des pays africains de la Zone franc (+2,9%), des pays industrialisés (+2,2%) et de la Zone euro (1,0%). Par contre, un gain de compétitivité serait enregistré à l'égard des Etats environnants (-0,8%).



## ANNEXES

**LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE**

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2011

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubai et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin septembre 2011

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UEMOA à fin août 2011

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au troisième trimestre 2011



Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA (*)
<b>Réalisations</b>									
janvier-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,7	2,0	0,1
février-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,6	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,7	2,0	0,5
avril-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,1	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,3	0,8	1,7
juillet-10	0,4	-1,7	1,8	1,3	0,1	2,2	2,3	1,6	1,3
août-10	1,0	-1,1	2,0	3,2	1,2	1,2	2,2	1,5	1,5
septembre-10	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3
octobre-10	2,5	-1,6	2,9	5,0	0,6	0,7	2,3	0,5	1,9
novembre-10	3,5	-1,0	3,6	5,2	1,7	-0,3	2,8	1,0	2,4
décembre-10	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9
janvier-11	5,1	1,2	4,6	5,3	3,6	4,5	4,0	4,7	4,2
février-11	3,3	0,4	5,1	4,1	1,7	2,7	3,7	3,4	3,7
mars-11	2,2	1,3	5,8	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,9
avril-11	2,4	1,8	9,1	6,0	3,5	3,7	4,3	3,9	5,7
mai-11	2,4	1,7	6,5	7,0	2,3	1,7	5,0	5,5	4,8
juin-11	1,7	2,5	4,6	7,2	2,7	2,3	4,3	4,9	3,9
juillet-11	3,4	2,7	4,5	6,7	2,6	2,4	3,2	2,8	3,6
août-11	4,0	2,8	4,6	4,4	1,8	3,2	2,7	2,6	3,5
septembre-11	2,8	4,0	4,7	4,5	3,1	2,9	2,6	4,3	3,8
octobre-11	2,1	3,8	4,3	4,4	3,9	3,2	2,2	3,9	3,6
novembre-11	2,0	4,2	3,0	3,5	4,3	3,2	2,1	3,7	3,0
décembre-11	2,1	3,6	1,4	2,7	4,0	0,8	1,5	1,4	1,8
<b>Moyenne</b>									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (projections)	2,8	2,5	4,8	5,1	2,9	2,9	3,2	3,7	3,8
2012 (projections)	2,6	3,8	2,2	3,2	3,8	3,4	2,0	2,9	2,6

Sources : INS, BCEAO.

N.B : Estimations en italique (\*) : Estimations en septembre 2011 pour la Guinée-Bissau

**Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2011**

*(en points de pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union (*)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,8	2,2	2,2	2,3	2,9	1,2	1,1	1,3	1,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2
Logement	0,2	0,5	0,1	0,2	0,3	0,6	0,6	0,7	0,4
Ameublement	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,2	0,1
Santé	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Transport	0,5	0,2	0,0	0,6	0,2	1,5	0,5	0,1	0,3
Communication	-0,2	0,1	-0,2	0,3	-0,3	-0,3	0,1	0,1	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Restaurants et Hôtels	0,2	0,9	1,4	0,1	-0,1	0,1	0,1	1,1	0,7
Autres biens	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	-0,2	0,1	0,5	0,2
<b>Ensemble</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,5</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>4,3</b>	<b>3,8</b>

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

(\*) : Estimations en septembre 2011 pour la Guinée-Bissau

**Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires**

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
sept.-10	9,4	13,6	1,8	1,1	1,3	-0,5	0,2	-12,3	-8,1
oct.-10	9,4	13,4	1,9	1,2	1,9	0,0	0,7	-11,5	-7,5
nov.-10	9,1	12,8	1,9	1,1	2,4	0,5	1,3	-10,4	-6,7
déc.-10	8,6	11,8	2,2	1,5	3,9	1,7	2,4	-7,9	-4,7
janv.-11	9,1	12,1	2,4	1,6	4,2	1,8	2,6	-7,9	-4,9
févr.-11	9,2	11,1	2,4	2,1	3,7	1,3	1,6	-7,4	-5,5
mars-11	9,1	12,8	2,7	2,7	3,9	1,2	1,2	-8,9	-5,2
avr.-11	9,0	11,3	2,8	3,2	5,7	2,9	2,5	-5,6	-3,3
mai-11	8,9	12,4	2,7	3,6	4,8	2,1	1,2	-7,6	-4,1
juin-11	8,6	10,2	2,7	3,6	3,9	1,2	0,3	-6,3	-4,7
juil.-11	8,4	9,4	2,5	3,6	3,6	1,1	0,0	-5,8	-4,8
août-11	8,4	9,3	2,5	3,8	3,5	1,0	-0,3	-5,8	-4,9
sept.-11	8,4	10,3	3,0	3,9	3,8	0,8	-0,1	-6,5	-4,6

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

**Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires***(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
septembre-10	19,0	42,2	28,4	36,7	-12,4	-2,4	7,6
octobre-10	23,3	35,9	29,5	41,0	-5,8	7,7	13,0
novembre-10	20,3	29,9	24,7	38,8	-4,1	11,4	14,2
décembre-10	26,5	48,6	18,9	52,3	-11,4	12,1	10,5
janvier-11	32,0	62,1	29,2	58,7	-11,6	26,5	21,5
février-11	37,1	79,0	31,4	81,5	-8,9	35,1	24,4
mars-11	32,4	65,8	33,3	82,6	-5,8	34,6	25,4
avril-11	33,4	74,3	33,0	102,2	-0,3	26,0	26,7
mai-11	33,0	94,9	34,9	88,4	5,9	27,0	28,4
juin-11	33,1	107,0	49,4	103,1	13,0	24,6	27,1
juillet-11	25,3	55,2	52,5	83,5	16,0	16,2	30,2
août-11	20,1	32,8	48,6	76,7	18,6	16,1	26,5
septembre-11	12,6	16,3	41,5	43,9	18,4	14,3	10,0

Source : Fonds Monétaire International.

**Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA***(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	septembre 2011/ septembre 2010 (en %)
<b>Bénin</b>														
Essence super	490	490	490	515	530	555	555	555	575	575	565	585	585	19,4
Gazole	570	570	570	540	546	555	555	555	555	555	555	575	575	0,9
<b>Burkina</b>														
Essence super	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	0,0
Gazole	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	0,0
<b>Côte d'Ivoire</b>														
Essence super	783	783	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	-1,1
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
<b>Guinée-Bissau</b>														
Essence super	664	662	659	659	659	571	721	721	721	790	790	790	790	19,0
Gazole	571	571	571	571	571	571	625	625	625	725	725	725	725	27,0
<b>Mali</b>														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	0,0
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	0,0
<b>Niger</b>														
Essence super	506	506	506	506	561	561	561	561	561	619	649	679	679	34,2
Gazole	495	495	495	495	580	580	580	580	580	610	625	655	655	32,3
<b>Sénégal</b>														
Essence super	737	737	737	770	790	783	783	813	859	859	838	870	868	17,7
Gazole	632	632	632	665	691	721	721	755	786	762	755	779	777	23,0
<b>Togo</b>														
Essence super	560	560	560	560	549	540	540	540	540	564	581	595	595	6,3
Gazole	555	555	555	555	564	570	570	570	570	596	614	629	629	13,3

Source : BCEAO.

**Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)**

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en CFA		Cours du pétrole en CFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
<b>2009</b>								
janvier	43,86	6,1	495,5	1,6	21 729,6	7,8	1,324	-1,6
février	41,84	-4,6	513,1	3,6	21 469,1	-1,2	1,278	-3,4
mars	46,80	11,8	505,2	-1,5	23 643,9	10,1	1,298	1,6
avr.	50,28	7,4	497,0	-1,6	24 989,2	5,7	1,320	1,7
mai	58,15	15,7	481,2	-3,2	27 981,2	12,0	1,363	3,3
juin	69,13	18,9	468,0	-2,7	32 352,0	15,6	1,402	2,8
juillet	64,67	-6,4	465,6	-0,5	30 114,0	-6,9	1,409	0,5
août	71,63	10,8	459,7	-1,3	32 931,0	9,35	1,427	1,3
septembre	68,35	-4,6	450,5	-2,0	30 787,8	-6,51	1,456	2,1
octobre	74,08	8,4	442,7	-1,7	32 797,3	6,53	1,482	1,7
novembre	77,55	4,7	439,8	-0,7	34 108,5	4,00	1,491	0,7
décembre	74,88	-3,4	448,9	2,1	33 612,0	-1,46	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	61,77	-36,3	472,3	5,4	28 876,3	-32,4	1,393	-5,3
<b>2010</b>								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
<b>2011</b>								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
<b>2009</b>			
janvier	-51,6	-46,2	-10,1
février	-55,2	-48,3	-13,3
mars	-54,0	-45,0	-16,4
avr.	-53,8	-44,9	-16,2
mai	-52,6	-45,9	-12,4
juin	-47,4	-41,7	-9,9
juillet	-51,3	-45,5	-10,7
août	-37,5	-34,4	-4,7
sept.	-31,4	-32,3	1,3
oct	1,9	-8,4	11,2
nov	43,7	22,7	17,1
déc	81,1	66,7	8,7
Moyenne 2009	-36,3	-32,4	-5,3
<b>2010</b>			
janvier	75,9	63,1	7,8
février	78,7	66,9	7,1
mars	69,5	62,1	4,5
avril	67,4	64,8	1,6
mai	30,0	41,1	-7,8
juin	8,1	24,1	-12,9
juillet	15,3	27,4	-9,5
août	5,9	17,1	-9,6
septembre	11,4	24,1	-10,3
oct.	10,3	17,6	-6,2
nov.	9,0	18,9	-8,4
déc.	20,2	32,9	-9,5
Moyenne 2009	28,0	35,5	-4,7
<b>2011</b>			
janvier	20,2	28,4	-6,4
février	28,3	28,7	-0,3
mars	35,1	31,0	3,2
avril	36,0	26,2	7,8
mai	39,9	22,5	14,2
juin	36,8	16,0	17,9
juillet	39,1	24,3	11,9
août	24,1	11,6	11,2
septembre	23,2	16,7	5,5

**TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2010**

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mrd)	501,5	158,1	1 017,7	42,8	734,1	414,3	1 121,8	264,8	4 255,2
RECETTES TOTALES	472,9	49,2	1 004,7	37,1	623,6	345,8	1 036,3	239,7	3 809,2
* Recettes fiscales	424,2	44,9	884,4	30,8	539,1	335,3	991,1	201,9	3 451,8
dont recettes douanières		8,4	636,2		82,2	115,8		106,4	949,0
* Recettes non fiscales	48,7	4,3	120,3	6,2	31,5	10,5	35,5	37,8	294,6
* Autres recettes		0,0			53,1		9,8		62,8
DONS	28,6	108,9	13,0	5,7	110,46	68,5	85,5	25,1	446,0
DEPENSES ET PRÊTS NETS	610,2	93,2	1 337,6	41,8	865,9	560,7	1 372,7	304,8	5 186,9
DEPENSES TOTALES	610,2	94,4	1 337,6	41,8	866,4	560,7	1 372,7	302,8	5 186,7
DEPENSES COURANTES	448,5	44,2	1 146,6	40,0	479,5	256,4	875,8	210,0	3 500,9
* Masse salariale	209,9	19,0	505,8	21,6	198,5	101,7	309,1	70,8	1 436,4
* Intérêts sur la dette	16,4	4,6	157,2	0,1	13,7	6,4	57,4	9,6	265,3
* Transfert et subventions	179,9	12,3	170,1	5,1	121,9	104,0		80,0	673,4
DEPENSES EN CAPITAL	161,7	50,3	159,2	0,3	333,9	285,1	497,0	92,8	1 580,3
dont investissement sur ressources internes	266,5	22,9	66,4	0,3	92,1	99,7	344,1	36,0	928,0
AUTRES DEPENSES		0,0	31,7	1,5	53,1	19,2		0,0	105,5
PRÊTS NETS	0,0	-1,2			-0,5	0,0	0,0	2,0	0,3
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-225,7	-13,4	-51,2	-3,1	65,8	-3,9	-126,0	3,2	-354,4
Solde Global des entités non financières du secteur public									
<b>SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)</b>	<b>-108,7</b>	<b>64,9</b>	<b>-319,9</b>	<b>1,0</b>	<b>-131,8</b>	<b>-146,5</b>	<b>-250,9</b>	<b>-40,0</b>	<b>-931,7</b>
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-137,3	-44,0	-332,9	-4,7	-242,3	-214,9	-336,4	-65,1	-1 377,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-242,1	-17,9	-208,4	-3,2	52,1	-10,3	-183,5	-6,3	-619,7
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-147,2	62,9	-318,2	-0,8	-262,7	-158,3	-250,9	-39,7	-1 114,8
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE</b>									
* Masse salariale/recettes fiscales	49,5%	42,2%	57,2%	70,1%	36,8%	30,3%	31,2%	35,1%	41,6%
* Variation nette des arriérés intérieurs	-14,8	-5,0	1,7	-1,8	-1,8	0,0	0,0	0,0	-21,7
* Variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11,8	0,0	0,3	-11,5
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	62,8%	51,1%	7,5%	0,9%	17,1%	29,7%	34,7%	17,8%	26,9%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	-53,2%	-29,8%	-5,8%	-10,1%	12,2%	-1,2%	-12,7%	1,6%	-10,3%
* Solde budgétaire de base /PIB	-7,5%	-0,4%	-1,8%	-0,8%	1,1%	-0,4%	-2,9%	-0,4%	-1,8%

SOURCES : SERVICES NATIONAUX.

(\*) A l'exception de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau, les données à fin septembre 2011 des autres pays ont été estimées



**Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au troisième trimestre 2011**

	Stock						Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	août 10	septembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	août 11	4 <sup>e</sup> T 2010	1 <sup>er</sup> T 2011	2e T 2011	3e T 2011	4 <sup>e</sup> T 2010	1 <sup>er</sup> T 2011	2e T 2011	3e T 2011
<b>Masse monétaire</b>	<b>11 276 330,1</b>	<b>11 370 091,3</b>	<b>12 329 888,0</b>	<b>12 374 443,4</b>	<b>12 683 007,6</b>	<b>12 874 512,8</b>	<b>8,4</b>	<b>0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,5</b>	<b>15,7</b>	<b>17,1</b>	<b>13,1</b>	<b>14,2</b>
Disponibilité monétaire	7 181 219,5	7 271 682,3	8 028 665,7	8 090 947,9	8 316 425,4	8 462 484,8	10,4	0,8	2,8	1,8	14,4	16,6	14,2	17,8
Circulation fiduciaire	2 934 040,4	2 975 391,3	3 525 220,8	3 447 013,8	3 396 899,3	3 295 512,5	18,5	-2,2	-1,5	-3,0	13,1	16,2	13,5	12,3
Dépôts en CCP	28 329,2	44 784,7	29 277,9	30 088,0	19 147,2	45 438,9	-34,6	2,8	-36,4	137,3	-51,1	-48,9	-59,1	60,4
Dépôt en CNE	67 744,1	67 744,1	67 478,0	73 728,8	76 132,6	158 725,8	-0,4	9,3	3,3	108,5	14,3	24,9	20,2	134,3
Dépôts à vue en banque	4 151 105,8	4 183 762,2	4 406 689,0	4 540 117,2	4 824 246,3	4 962 807,7	5,3	3,0	6,3	2,9	16,5	17,8	15,4	19,6
SODE-EPIC	473 976,5	473 884,3	498 978,6	512 933,9	632 833,0	645 051,8	5,3	2,8	23,4	1,9	6,0	21,7	18,5	36,1
Particuliers et entreprises privées	3 677 129,3	3 709 877,9	3 907 710,4	4 027 183,3	4 191 413,3	4 317 755,9	5,3	3,1	4,1	3,0	18,0	17,3	14,9	17,4
Dépôts à terme en banque	4 095 110,6	4 098 409,0	4 301 222,3	4 283 495,5	4 366 582,2	4 412 028,0	4,9	-0,4	1,9	1,0	18,4	18,0	11,2	7,7
SODE-EPIC	314 787,0	304 223,0	316 142,9	308 617,0	327 046,0	323 068,0	3,9	-2,4	6,0	-1,2	13,7	6,5	1,7	2,6
Particuliers et entreprises privées	3 780 323,6	3 794 186,0	3 985 079,3	3 974 878,5	4 039 536,2	4 088 960,0	5,0	-0,3	1,6	1,2	18,8	19,0	12,0	8,2
Autres postes nets	1 874 037,4	1 932 483,0	1 964 941,0	2 065 096,9	2 137 660,1	2 074 042,4	1,7	5,1	3,5	-3,0	3,7	5,4	21,1	10,7
<b>Passif</b>	<b>13 150 367,5</b>	<b>13 302 574,3</b>	<b>14 294 829,0</b>	<b>14 439 540,3</b>	<b>14 820 667,7</b>	<b>14 948 555,2</b>	<b>7,5</b>	<b>1,0</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>13,9</b>	<b>15,3</b>	<b>14,2</b>	<b>13,7</b>
<b>CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE</b>														
	Stock						Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	août 10	septembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	août 11	4 <sup>e</sup> T 2010	1 <sup>er</sup> T 2011	2e T 2011	3e T 2011	4 <sup>e</sup> T 2010	1 <sup>er</sup> T 2011	2e T 2011	3e T 2011
Avoirs Extérieurs Nets	5 336 944,1	5 226 334,8	5 645 816,5	5 372 892,4	5 740 517,8	5 775 332,6	8,0	-4,8	6,8	0,6	6,6	2,3	5,1	8,2
Banque Centrale	5 340 184,3	5 284 039,6	5 554 615,4	5 417 662,7	5 757 446,1	5 862 705,7	5,1	-2,5	6,3	1,8	7,4	6,8	8,0	9,8
Banques	-3 240,2	-57 704,8	91 201,1	-44 770,3	-16 928,3	-87 373,1	-258,0	-149,1	-62,2	416,1	-27,2	-125,4	-112,8	2596,5
Crédit intérieur	7 813 423,4	8 076 239,5	8 649 012,5	9 066 647,9	9 080 149,9	9 173 222,6	7,1	4,8	0,1	1,0	19,3	24,6	20,8	17,4
Position Nette du Gouvernement	1 600 506,9	1 713 999,3	1 888 028,6	2 288 962,2	1 979 289,9	2 148 890,4	10,2	21,2	-13,5	8,6	66,2	52,8	35,1	34,3
Crédit à l'économie	6 212 916,5	6 362 240,2	6 760 983,9	6 777 685,7	7 100 860,1	7 024 332,2	6,3	0,2	4,8	-1,1	10,5	17,3	17,4	13,1
Court terme	3 531 074,5	3 674 125,2	3 949 441,2	3 964 462,3	4 244 105,1	4 115 341,2	7,5	0,4	7,1	-3,0	9,1	18,4	21,8	16,5
dont crédit de campagne	95 474,9	83 993,0	154 769,0	192 603,0	184 845,0	126 681,0	84,3	24,4	-4,0	-31,5	7,6	31,8	29,4	32,7
Moyen et long terme	2 681 842,0	2 688 115,0	2 811 542,7	2 813 223,4	2 856 755,0	2 908 991,0	4,6	0,1	1,5	1,8	12,6	15,8	11,4	8,5
<b>Actif</b>	<b>13 150 367,5</b>	<b>13 302 574,3</b>	<b>14 294 829,0</b>	<b>14 439 540,3</b>	<b>14 820 667,7</b>	<b>14 948 555,2</b>	<b>7,5</b>	<b>1,0</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>13,9</b>	<b>15,3</b>	<b>14,2</b>	<b>13,7</b>

Source : BCEAO

**TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES**

	Moy. 08	Moy.09	Moy.10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11
<b>Crédits bancaires mis en place</b>																		
- Volume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	470,3	457,3	438,5	534,0	459,5	486,9	521,1	407,3	292,7	347,1	382,3	353,1	347,5	633,1	641,3	673,5
Court terme	285,9	317,3	349,7	357,5	316,3	368,7	348,7	379,1	376,9	312,1	214,0	246,2	263,8	242,3	239,8	420,0	432,3	445,4
Moyen et long terme	96,4	104,7	120,6	99,8	122,2	165,3	110,7	107,8	144,2	95,3	78,6	100,9	118,4	110,8	107,8	213,1	209,0	228,1
Secteur public	21,7	34,3	29,8	19,7	12,2	67,6	24,6	55,9	56,4	24,3	4,1	24,0	16,8	13,4	16,2	51,5	64,4	67,3
Secteur privé	360,6	387,6	440,5	437,6	426,3	466,3	434,9	431,0	464,7	383,1	288,6	323,1	365,5	339,7	331,3	581,5	576,9	606,2
<b>(A) - Taux d'intérêt moyen (%)</b>	<b>8,09</b>	<b>8,59</b>	<b>8,38</b>	<b>8,49</b>	<b>8,52</b>	<b>8,65</b>	<b>8,25</b>	<b>8,24</b>	<b>8,15</b>	<b>8,60</b>	<b>8,58</b>	<b>8,55</b>	<b>8,12</b>	<b>8,44</b>	<b>8,21</b>	<b>8,56</b>	<b>8,43</b>	<b>8,70</b>
(Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,41	8,52	8,58	8,68	8,24	8,25	8,17	8,63	8,58	8,58	8,15	8,49	8,24	8,60	8,46	8,74
Court terme	7,49	8,07	7,83	7,96	7,94	8,14	7,73	7,74	7,81	8,11	8,21	7,98	7,58	7,54	7,48	7,56	7,79	7,85
Moyen et long terme	9,92	10,19	10,03	10,20	10,12	9,88	10,28	9,97	9,11	10,14	9,67	9,75	9,25	9,92	10,05	10,20	10,20	10,16
Secteur public	7,28	7,96	7,71	7,42	7,63	8,09	6,60	7,53	7,57	8,77	8,40	7,21	5,54	5,27	5,96	7,85	7,63	7,63
Secteur privé	8,18	8,66	8,44	8,56	8,60	8,76	8,33	8,34	8,24	8,60	8,60	8,67	8,26	8,30	8,22	8,27	8,42	8,51
- Durée moyenne des crédits (mois)	18,4	17,3	17,9	16,2	19,8	21,3	17,2	15,6	18,6	16,4	18,2	20,99	25,21	20,94	19,44	19,78	18,01	18,93
<b>Nouveaux dépôts bancaires</b>																		
- Volume (en milliards de FCFA)	286,6	259,1	362,1	402,3	425,3	379,1	344,1	309,1	328,7	426,3	324,8	235,2	225,0	224,3	219,8	528,4	561,8	546,1
Court terme	210,0	71,8	275,5	310,4	325,8	235,7	266,1	262,0	280,1	310,6	249,8	165,1	161,1	152,1	154,3	416,6	454,5	423,5
Autres dépôts	76,6	53,4	86,6	91,9	99,5	143,4	77,9	47,1	48,7	115,7	75,0	70,1	63,9	72,2	65,5	111,9	107,3	122,6
Secteur public	55,7	277,5	76,8	73,1	84,8	96,3	71,7	62,2	85,8	95,0	46,7	58,8	41,9	51,5	65,9	89,5	84,7	95,7
Secteur privé	231,0	5,1	285,3	329,2	340,5	282,8	272,4	246,9	242,9	331,3	278,1	176,4	183,1	172,7	153,9	438,9	477,1	450,5
<b>(B) - Taux d'intérêt moyen (%)</b>	<b>4,98</b>	<b>5,00</b>	<b>5,11</b>	<b>4,95</b>	<b>4,79</b>	<b>5,23</b>	<b>5,18</b>	<b>5,05</b>	<b>5,05</b>	<b>5,26</b>	<b>5,23</b>	<b>5,49</b>	<b>5,35</b>	<b>5,21</b>	<b>5,18</b>	<b>5,30</b>	<b>5,33</b>	<b>5,22</b>
Court terme	4,96	5,53	5,04	4,92	4,70	5,09	5,17	4,97	4,96	5,08	5,01	5,18	5,10	4,98	5,01	5,19	5,28	5,17
Secteur public	5,03	5,02	5,12	5,29	5,06	5,00	5,19	5,08	5,16	5,35	5,30	5,56	5,39	5,17	5,26	5,32	5,14	5,05
Secteur privé	4,95	4,97	5,09	4,87	4,70	5,28	5,17	5,05	4,99	5,20	5,16	5,50	5,34	5,22	5,13	5,30	5,25	5,26
- Durée moyenne des dépôts (mois)	20,8	25,2	19,4	20,0	17,1	37,4	18,4	11,9	12,6	18,79	17,82	19,10	17,96	19,40	16,27	18,22	18,06	14,04
<b>(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>

\* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du troisième trimestre 2011

**A : Exportations**

	Deuxième trimestre 2011	Troisième trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits du cacao	601,2	619,2	3,0	-1,6
Produits du café	14,0	14,6	4,2	-45,0
Produits du coton	152,6	56,7	-62,8	4,9
Produits de l'anacarde	117,9	135,7	15,1	5,4
Or et métaux précieux	468,6	611,4	30,5	25,9
Uranium	65,7	68,7	4,5	0,7
Produits pétroliers	378,0	447,5	18,4	-2,2
Caoutchouc	65,7	230,5	250,7	150,4
Produits divers	281,0	346,0	23,1	9,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 144,8</b>	<b>2 530,4</b>	<b>18,0</b>	<b>12,0</b>

Source : BCEAO, INS, Douanes

Montants en milliards de FCFA

(\*) *Données estimées*

(\*) Estimation pour l'ensemble des pays au titre du troisième trimestre 2011

**B : Importations**

	Deuxième trimestre 2011	Troisième trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits alimentaires	760,6	949,6	24,8	56,5
Biens de consommation courante	160,9	179,0	11,2	23,5
Produits énergétiques	905,0	1470,1	62,5	43,0
Biens intermédiaires	485,3	644,8	32,9	15,6
Biens d'équipement	547,7	655,5	19,7	-8,5
Produits divers	189,4	276,1	45,8	6,9
<b>TOTAL</b>	<b>3048,9</b>	<b>4175,1</b>	<b>36,9</b>	<b>26,0</b>

Source : BCEAO, INS, Douanes



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)